

Bilan agricole 2021

Des cours généralement soutenus, mais des charges qui s'envolent

Après l'impact de la crise sanitaire de la Covid-19 en 2020, la pandémie se prolonge en 2021, entraînant des restrictions sanitaires (couvre-feux, confinement en début d'année). Cependant, l'économie mondiale connaît un retour de croissance.

En Bretagne, comme au niveau national, les prix à la production progressent, à l'exception de ceux des porcins. Le marché du lait conventionnel profite de la hausse des cours, soutenus par la consommation mondiale de produits laitiers. Les disponibilités réduites en bovins font grimper les cotations, dans un contexte de demande importante. Le marché de la volaille s'affiche dynamique en poulets, mais défavorable en dindes. Pour le secteur des œufs de consommation, la conjoncture s'améliore au second semestre. En augmentation jusqu'en mai, les prix des porcins baissent en revanche au second semestre, suite au ralentissement de la demande chinoise et à la saturation du marché européen. Les filières biologiques du lait et des œufs de consommation connaissent par ailleurs des difficultés.

Parallèlement, les éleveurs sont confrontés à une envolée des coûts des intrants en 2021. Ceux de l'énergie et des engrais explosent, sous l'effet d'une demande internationale très soutenue. Celui de l'alimentation animale suit la forte hausse du prix des céréales. Par ailleurs, plusieurs légumes traversent des périodes de crise conjoncturelle, mais restent bien valorisés, en moyenne de campagne.

Flambée des cours des céréales

Après 2020, année la plus chaude jamais enregistrée en Bretagne, comme en France, les températures redescendent en 2021, tout en restant supérieures aux normales saisonnières, excepté au printemps. Les précipitations sont abondantes de mai à juillet, mais apparaissent déficitaires en moyenne annuelle. En fin d'année, le niveau des nappes d'eau souterraines bretonnes est majoritairement conforme à la normale. Les conditions météorologiques favorisent la production d'herbe et de maïs. Par rapport à 2020, la production bretonne s'accroît de 23 % en prairies et de 6 % en maïs fourrage, grâce aux rendements. Concernant les céréales à paille et le colza, les semis à l'automne 2020 se sont déroulés

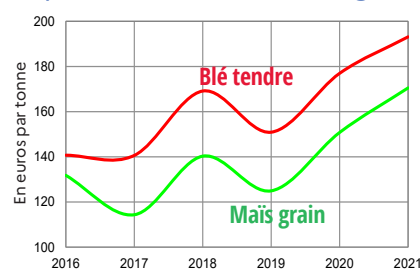
dans les temps et leur levée a pris de l'avance. Endurcies par les épisodes de froid durant l'hiver, les céréales affichent un bon état sanitaire fin mars. Au printemps, des orages provoquent de la verse dans l'est de la région. Mais les conditions de culture sont globalement bonnes, voire très bonnes pour le colza. Les pluies régulières au début de l'été perturbent les moissons et retardent les récoltes.

Au final, après une année 2020 défavorable aux **céréales à paille**, les rendements 2021 correspondent à la moyenne quinquennale et progressent de 7 % en un an. Comparés à 2016-2020, ils se maintiennent pour le blé (72,5 q/ha) et l'orge (66 q/ha), et gagnent 1,5 q/ha pour le triticale (60 q/ha). Le rendement du maïs grain (94 q/ha) augmente, quant à lui, de

4 % par rapport à 2020 et de 5 % par rapport à la moyenne quinquennale. Entre 2020 et 2021, la production céréalière globale s'accroît de 8 %. Pour les céréales à paille, elle excède de 23 % celle de l'an passé et retrouve le niveau moyen 2016-2020, grâce à un rattrapage des surfaces et des rendements, après une mauvaise année 2020. La sole augmente fortement

Graphique 1

Le prix* des céréales en Bretagne



*Prix moyen payé au producteur
 Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer

Tableau 1
Les principales productions bretonnes en 2021

	2020	2021	Évolution 2021/2020	Part Bretagne/France
Productions végétales (tonnes)				
Blé	1 609 680	2 147 911	33,4 %	6 %
Maïs grain	1 712 020	1 461 723	- 14,6 %	9 %
Orge	659 190	621 548	- 5,7 %	5 %
Triticale	134 000	200 689	49,8 %	11 %
Autres céréales	79 366	91 933	15,8 %	3 %
Oléagineux	148 845	181 495	21,9 %	3 %
Maïs fourrage	3 734 300	3 968 823	6,3 %	23 %
Choux-fleurs	182 921	163 363	- 10,7 %	79 %
Tomates	165 758	181 126	9,3 %	26 %
Lait (millions de litres)				
Livraisons à l'industrie	5 395	5 366	- 0,5 %	23 %
Activité dans les abattoirs (tonnes)				
Bovins de moins de 12 mois	255 118	251 379	- 1,5 %	20 %
Gros bovins	1 308 610	1 310 739	0,2 %	59 %
Porcs	378 383	372 578	- 1,5 %	32 %
Gallus	125 532	107 591	- 14,3 %	36 %
Dindes				
Production d'œufs des élevages professionnels (milliers)				
Œufs de consommation	5 523 067	5 729 100	3,7 %	34 %

Source : Agreste Draaf Bretagne, statistique agricole annuelle (2020 définitive, 2021 provisoire), enquêtes auprès des laiteries, BDNI, enquête auprès des abattoirs)

pour le blé (296 300 ha) et le triticale (33 400 ha), mais elle diminue pour l'orge (94 400 ha), céréale qui avait bénéficié d'un report en 2020 sur les semis de printemps. En revanche, la production de maïs grain diminue de 15 %, du fait d'une surface inférieure de 18 % à celle de 2020.

La production en **oléagineux** augmente de 22 % en 2021, sous l'effet de la hausse des rendements (+ 27 %), malgré une surface en recul de 4 % (52 400 ha).

La production en **protéagineux** dépasse de 5 % celle de 2020, avec des rendements et des surfaces (9 200 ha) un peu meilleurs.

En 2021, en dépit de récoltes mondiales abondantes, notamment en maïs, les **prix des céréales**, déjà sous tension fin 2020, atteignent des niveaux inédits depuis 2012, sous l'effet d'une demande internationale très soutenue (en particulier de Chine), de récoltes limitées chez les principaux pays exportateurs de blé et d'orge (Russie, Canada et États-Unis), et de prévisions de stocks (hors maïs) en

baisse. En France, les récoltes céréalières sont en net rebond par rapport à la faible moisson de 2020. La tendance à la hausse des cotations des céréales et des oléo-protéagineux de la campagne 2020-2021 s'accélère au cours de la campagne 2021-2022 et les cours se rapprochent ou atteignent des records historiques.

En Bretagne, les prix des céréales au 30 juin 2021 (fin de campagne 2020-2021) s'élèvent à 177 €/t pour le blé tendre, 155 €/t pour l'orge, 159 €/t pour le triticale et 151 €/t pour le maïs grain, en augmentation respectivement de 17 %, 15 %, 18 % et 21 % sur les niveaux d'un an plus tôt. Entre juin 2021 et décembre 2021, les prix continuent de croître : de 9 % pour le blé, 17 % pour l'orge, 14 % pour le triticale et 13 % pour le maïs grain.

L'augmentation des prix des céréales est répercutée sur le **coût de l'alimentation animale**, avec une hausse croissante au cours de l'année. Selon l'Ipampa 1, le prix d'achat de l'ensemble des

1 - L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (ipampa) permet de suivre l'évolution des prix des biens et

intrants utilisés par les agriculteurs bretons grimpe de 9 % en 2021, poussé par l'accroissement du coût des aliments pour animaux (+ 11 %), mais aussi de l'**énergie** (+ 15 %), la reprise de l'activité entraînant une progression de la demande notamment en produits pétroliers, ainsi que des **engrais** (+ 27 %). Ces derniers suivent l'envolée depuis juin du prix du gaz, nécessaire à la fabrication d'engrais azotés, en raison des moindres disponibilités en gaz naturel venant de Russie, aboutissant à un écart de 131 % entre décembre 2020 et décembre 2021 de l'Ipampa engrais azotés.

Des légumes plutôt bien valorisés en 2021

Après un essor rapide des volumes en début de campagne, la **tomate** est placée en crise conjoncturelle en mai, en raison d'une sous-consommation liée à la météo. En juin, la relance de la demande, grâce aux nombreuses opérations programmées de promotion et à une météo propice, permet des services utilisés par les agriculteurs pour leur exploitation agricole. Ces prix sont relevés auprès des vendeurs de produits nécessaires aux exploitations.

la remontée des prix. Le cours flambe ensuite en août, face à la chute des apports, puis redescend en dessous de la moyenne 2016-2020. Sur l'année, l'offre bretonne est inférieure de 7,6 % à la moyenne quinquennale, avec un prix moyen annuel en hausse de 6,4 % pour la tomate grappe (prix expéditeur à 1,21 €/kg).

La filière **artichauts** connaît des difficultés structurelles. Cependant, la baisse tendancielle de la consommation d'artichauts en France est moins marquée en 2021. La saison débute sur des bases fermes en Bretagne. En juin, les intempéries affectent la qualité des Camus, provoquant des invendus. Après une semaine de crise conjoncturelle, le marché se rééquilibre grâce à la transformation. Les petits violets sont bien valorisés, soutenus par l'export, en particulier vers l'Italie. La fin de campagne précoce en charnus entraîne une augmentation des cours. Sur l'année, avec une offre d'artichauts Camus réduite de 37 % par rapport à la moyenne 2016-2020, le prix moyen s'accroît de 35 %.

Contrairement aux artichauts, la filière **choux-fleurs**, très bien organisée, bénéficie de la faveur des ménages et d'une place confortée sur le marché européen. Pour la campagne 2020-2021, la tendance de la campagne précédente se confirme en Bretagne, avec une baisse des disponibilités et des cours soutenus (respectivement - 16 % et + 25 % par rapport aux moyennes quinquennales correspondantes). La météo (forte pluviométrie à l'automne 2020, puis vagues de froid et de grêle durant l'hiver, suivies d'un printemps froid) impacte les récoltes, comme la demande, faisant fluctuer les cours de façon importante. La tendance s'inverse pour la nouvelle campagne 2021-2022 : l'offre augmente et les prix reculent. La campagne d'automne démarre en avance, avec une offre limitée mais bien valorisée. Fin décembre, le redoux favorise la production, faisant chuter les cours avec de nombreux invendus. Au premier trimestre 2022, la production rattrape

son retard accumulé en automne, mais les prix fléchissent, faute de demande suffisante à l'export, comme sur le marché national. Fin mars, le chou-fleur est placé en situation de crise conjoncturelle.

Concernant les **endives**, en moyenne sur la campagne 2020-2021, les cours excèdent la moyenne quinquennale, avec une offre plus faible. Les prix fléchissent au cours de la nouvelle campagne 2021-2022. Une crise conjoncturelle nationale affecte l'endive en décembre 2021, et touche le bassin finistérien avec le maintien de cours bas et des invendus croissants. Des retraits et destructions parviennent à assainir le marché en janvier, mais une crise est à nouveau constatée en fin de mois. En février et mars, les cours restent bas en raison de la faiblesse de la consommation et de la concurrence des Hauts-de-France.

Lors de la campagne 2020-2021, les faibles rendements en **échalotes traditionnelles** et leur bonne qualité stimulent les prix, malgré la concurrence européenne de l'échalote de semis. Le cours moyen dépasse ainsi le double du prix moyen des cinq dernières campagnes, avec des niveaux inégalés depuis 2008 en fin de campagne (mai-juin). Le prix redescend lors de la nouvelle campagne 2021-2022, mais reste ferme durant toute la période, dépassant le prix moyen quinquennal jusqu'en mars 2022.

Augmentation du prix du lait, sauf en bio

En 2021, les **quantités de lait** livrées par les producteurs bretons faiblissent de 0,5 % par rapport à celles de 2020 et de la moyenne 2016-2020. Au niveau national, la collecte se replie de 1,5 % en un an. Malgré des stocks fourragers abondants, la production de lait ralentit en raison de prix d'aliments dissuasifs et d'une qualité des fourrages très variable. L'érosion structurelle du cheptel de vaches laitières (- 3,5 % en Bretagne entre fin 2020 et fin 2021) contribue également à ce recul, non compensé par l'amélioration de la pro-

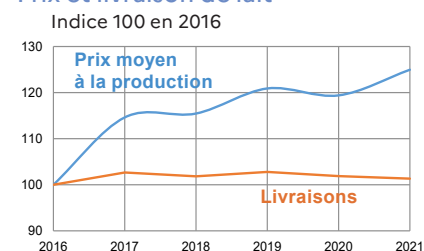
ductivité (+ 2,8 %).

Sous l'effet du repli des volumes, le **prix du lait** payé aux producteurs bretons se redresse, tiré par les prix des produits laitiers industriels : à 368 €/1 000 l en moyenne annuelle, il gagne 4,7 % sur le niveau de 2020 et 9,6 % sur le prix moyen 2016-2020. C'est le niveau le plus haut depuis 2014.

En 2021, les **cours des produits laitiers industriels** remontent, en effet, dans un contexte d'échanges mondiaux dynamiques, portés par la demande chinoise, alors que la collecte mondiale de lait augmente légèrement sur l'année, mais diminue à partir de septembre. En France, le cours moyen du beurre et celui de la poudre de lait écrémé progressent ainsi, respectivement, de 31 % et de 19 % par rapport à 2020.

Concernant le **lait bio**, les évolutions sont inversées par rapport à celles du lait conventionnel. Les livraisons bretonnes poursuivent leur croissance (+ 13 %), mais le prix diminue (- 0,9 %), dans un contexte de déséquilibre entre l'offre croissante et le ralentissement de la consommation de produits laitiers biologiques, concurrencés depuis l'instauration des premiers confinements, par les produits laitiers locaux, équitables... La tendance à la hausse de la consommation de produits laitiers biologiques se retourne, ainsi, aboutissant à une augmentation des déclassements de lait biologique en lait conventionnel. Avec un prix moyen du lait bio à 479 €/1 000 litres en 2021, l'écart par rapport au prix du lait conventionnel (362 €/1 000l) se réduit légèrement. La part du lait

Graphique 2
Prix et livraison de lait



Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer, enquête auprès des laiteries

bio continue cependant d'augmenter, avec 8,7 % des producteurs laitiers de la région et 5 % de la collecte en 2021.

Parallèlement au prix du lait en hausse, le coût de production, représenté par l'Ipampa lait de vache de l'Institut de l'Élevage, ne cesse d'augmenter au cours de l'année, sous l'effet hausse des coûts de l'aliment, des engrais et de l'énergie. Entre 2020 et 2021, l'évolution atteint + 9 %, en moyenne annuelle, et + 13 % en décembre. En conséquence de l'envolée des charges, la marge des éleveurs laitiers s'établit à son plus bas niveau depuis 2016, selon l'indice Milc (marge Ipampa lait de vache sur coût total indicé) de l'Institut de l'Élevage. En moyenne sur un an, l'indice perd 6 % par rapport à 2020. Il se réduit au premier semestre, puis se redresse au second, grâce à l'importante progression du prix du lait.

Bovins : hausse inédite des prix et des coûts de production

En 2021, le **volume de gros bovins abattus** décroît de 1,5 % en Bretagne par rapport à 2020 (- 0,8 % en France) et de 1,6 % comparé à la moyenne quinquennale. Entre 2020 et 2021, le volume abattu poursuit son repli en jeunes bovins (- 5,1 %) et continue d'augmenter en vaches allaitantes (+ 3,1 %). Celui en vaches laitières diminue en revanche de 2,2 %, dans un contexte de réduction du cheptel laitier, ainsi que de bonnes conditions fourragères et de prix du lait favorable, incitant les éleveurs à retarder les réformes.

Avec une demande soutenue, les **cours de l'ensemble des gros bovins** sont tirés à la hausse. Ils atteignent des niveaux records en fin d'année, suite au manque de disponibilités de jeunes bovins en France et à la pénurie de femelles partout en Europe. Dans le bassin Grand Ouest, les cours des gros bovins s'affichent supérieurs aux prix moyens 2016-2020, quelle que soit la catégorie. Ainsi, la cotation de la vache laitière P s'établit à 3,12 €/kg, en moyenne annuelle, soit + 13 % par rapport à 2020 et au

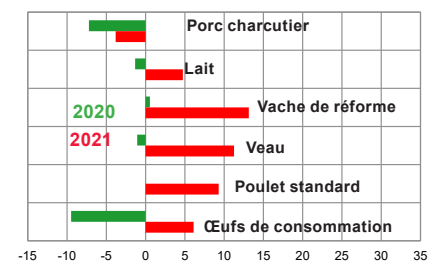
prix moyen quinquennal, avec + 26 % entre décembre 2020 et décembre 2021. Après les restrictions sanitaires du début de l'année (couvre-feux et confinement) conduisant à une fermeture partielle de la Restauration hors domicile (RHD), la réouverture progressive de celle-ci en juin entraîne alors une reprise de ce secteur, tandis que la consommation à domicile de steak haché reste importante. Le prix des jeunes bovins à viande U, quant à lui, gagne 6,3 % en moyenne annuelle (+ 20 % en décembre). L'encombrement du marché des jeunes bovins en 2020, suite à la perte de débouchés à l'exportation ou en RHD, entraîne une dégradation des cours jusqu'en mars 2021. Puis le marché est soumis à une pénurie croissante, en France comme en Europe, faisant flamber les cours à l'automne.

Au niveau national, le **déficit extérieur de viande bovine** se dégrade en volume : la demande européenne dynamise les exportations, tandis que la reprise progressive de la restauration collective favorise les importations. En valeur, l'excédent extérieur se réduit. La consommation apparente de viande bovine, y compris veaux, calculée par bilan (somme des abattages et des importations, exportations déduites), se stabilise en volume sur celle de 2020. Selon le panel Kantar, la consommation de viande bovine par les seuls ménages recule, en comparaison au niveau élevé de 2020 (- 3,2 %), en dépassant toutefois celle de 2019. En début d'année, dans le prolongement de ce qui avait été observé en 2020, le report d'une partie de la consommation de la RHD vers le domicile participe au maintien de la demande de viande d'origine française.

Parallèlement à la progression des cotations, les éleveurs sont confrontés à une hausse plus importante des **coûts de production**. En augmentation régulière depuis le dernier trimestre 2020, l'Ipampa aliment pour gros bovins progresse de 12 % par rapport à 2020 et de 14 % par rapport à la moyenne

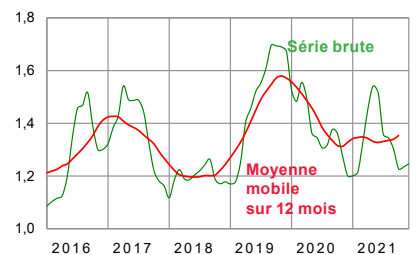
Graphique 3 Évolution des prix en Bretagne

Prix des produits animaux
Variation annuelle en %



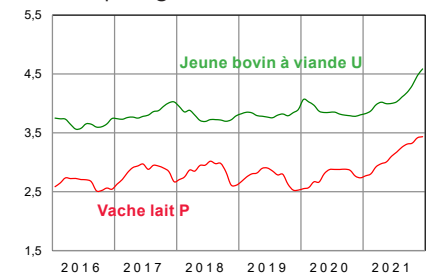
Porc charcutier, lait et poulet standard : Bretagne
Vache de réforme : bassin Grand Ouest
Veau : bassin Nord
Œufs de consommation : France

Prix du porc au cadran de Plérin Bretagne - En euros par kg

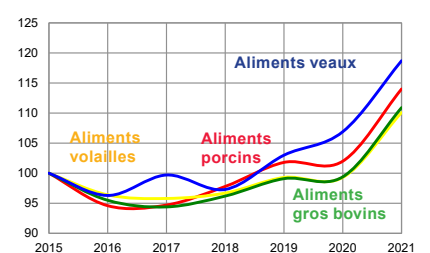


Lecture : la moyenne mobile centrée sur juillet 2021 (1,331 €/kg) correspond à la moyenne de janvier à décembre 2021.

Cours des bovins - bassin Grand Ouest En euros par kg



Coût des aliments en Bretagne Ipampa base 100 en 2015



Sources : Agreste, Draaf Bretagne - Insee - FranceAgriMer - Marché au cadran de Plérin

2016-2020.

Concernant les **veaux de boucherie**, la prudence des mises en place après deux années de crise fait reculer l'offre en 2021, permettant de soutenir les prix. En 2020, la filière subissait de plein fouet la crise sanitaire, suite à la perte d'un des principaux

débouchés de la viande de veau, à savoir la RHD. Le marché s'équilibrait en fin d'année, après sa réouverture. En 2021, le volume de veaux de boucherie abattus en Bretagne reste faible : - 0,4 % par rapport à 2020 et - 4,3 % par rapport à la moyenne quinquennale. Cependant, le prix remonte : dans un contexte d'offre limitée, la reprise de la RHD à partir de juin permet la revalorisation des cotations. En moyenne annuelle, le cours du veau rosé clair O s'affiche à 5,82 €/kg pour le bassin Nord, supérieur de 11,3 % à celui de 2020, particulièrement faible, et de 6,2 % au prix moyen 2016-2020 (+ 13,5 % au dernier trimestre). Selon le panel Kantar, la **consommation de viande de veau** par les ménages français se réduit de 4 % au cours de l'année. Elle augmente sur les cinq premiers mois, mais recule fortement au dernier trimestre. Parallèlement, la hausse du **coût des aliments d'alimentation** s'accélère. En 2021, l'Ipampa aliments pour veaux excède de 11 % l'indice de l'an passé et de 18 % la moyenne 2016-2020 (+ 24 % au dernier trimestre).

Porc : embellie des prix au printemps, chute au second semestre

Le marché du porc est très influencé par la demande chinoise. Au premier semestre, la demande de viande porcine par la Chine, premier importateur mondial, reste soutenue, dans un contexte de Peste porcine africaine (PPA) apparue dans le pays en 2018. Par ailleurs, le marché européen est encombré en début d'année, l'Allemagne, affectée par la PPA fin 2020, continuant de subir une restriction de ses exportations. Puis le marché communautaire se fluidifie grâce à la levée des restrictions des exportations allemandes vers l'Asie, hors Chine, ainsi qu'aux exportations espagnoles massives vers la Chine, permettant une amélioration continue des cotations européennes au premier semestre. Au second semestre, la Chine cherche à reconstituer son cheptel et restreint drastiquement ses importations. Ce ralentissement de la demande asia-

tique entraîne un report de volumes importants sur le marché européen et fait chuter les prix, en dépit du redémarrage de la RHD à partir de juin.

En augmentation de janvier à mai, le **prix du porc** en Bretagne atteint un très bon niveau au deuxième trimestre 2021, puis il retombe bien en dessous du prix moyen quinquennal. En moyenne annuelle, le prix de base du porc charcutier au marché de Plérin s'établit à 1,331 €/kg, inférieur de 3,8 % à celui de 2020 et de 1,1 % au prix moyen quinquennal. Mais l'écart par rapport au prix moyen 2016-2020 est positif au premier semestre (+ 4,6 %) et négatif au second (- 6,5 %). Le prix passe de 1,2 €/kg en janvier, à 1,247 €/kg en décembre, avec un pic à 1,541 €/kg en mai.

Le **volume de porcs abattus** en Bretagne apparaît stable par rapport à 2020, tout comme en France, et dépasse légèrement la moyenne 2016-2020 (+ 0,9 %, contre + 0,5 % en métropole). Il s'élève à 1,28 million de tonnes pour 13,7 millions d'animaux. Leur poids moyen à l'abattage diminue de 0,1 % en un an (+ 0,1 % au niveau national).

Au niveau national, l'**excédent commercial extérieur de viande porcine** diminue d'un tiers en volume, entre 2020 et 2021, en dépit d'une amélioration des exportations (+ 3,6 %). Les importations de viande porcine s'accroissent, en effet, de 10 %, après avoir reculé l'an dernier suite à la fermeture de la RHD. En valeur, le solde habituellement déficitaire était devenu positif en 2020, grâce aux prix élevés à l'export. Il reste positif en 2021, malgré le retournement de tendance du second semestre.

Après deux années de baisse, la **consommation globale de viande de porc**, calculée par bilan, augmente de 1,6 %, avec une hausse du volume importé supérieure à celle du volume exporté, et des abattages stables. La relance de la consommation hors foyer à la suite de la réouverture des restaurants en juin, permet de compenser

le recul de la consommation à domicile. Selon le panel Kantar, les achats des ménages se réduisent nettement après avoir fortement progressé en 2020. La baisse est plus habituelle, comparée à 2019.

En plus de la retombée du prix du porc, les éleveurs pâtissent de l'importante hausse des charges, notamment du **coût de l'aliment**, qui grimpe régulièrement en 2021. Estimé par l'Ifip (Institut de la filière porcine), le prix moyen annuel de l'aliment industriel pour porcs à l'engrais dépasse de 12,8 % celui de 2020 et de 18,5 % la moyenne quinquennale. Ces écarts respectifs atteignent 17,2 % et 25,6 % en décembre.

Ainsi, avec une hausse du coût de l'aliment d'une part, et une réduction du prix du porc d'autre part, la situation économique des éleveurs se dégrade pour la seconde année de suite, malgré une compensation de ces augmentations au second trimestre.

Une conjoncture favorable en poulets et en œufs de consommation

En France, la **production globale de volailles** (abattages et exportations d'animaux vivants, importations déduites) diminue en 2021, avec une progression en poulets, stimulée par le dynamisme de la consommation française, un repli en dindes, après le rebond de 2020, et une forte réduction en canards, sous l'impact de la Covid-19 et de l'Influenza aviaire.

En Bretagne, le volume de **poulets** abattus en 2021 se réduit de 1,2 % comparé à 2020, tout en excédant de 1,2 % la moyenne quinquennale. En progression depuis 2014, le poids moyen des poulets (1,51 kg) dépasse de 2,9 % celui de 2020, la diminution de la part du poulet léger destiné au grand export se poursuivant. La conjoncture est particulièrement difficile pour la **filiale dindes**. Le volume abattu chute de 14 % en un an et de 18 % comparé à la moyenne 2016-2020. Leur poids moyen à l'abattage (8,39 kg) continue d'augmenter (+ 1,2 %).

Au niveau national, le **déficit extérieur des viandes de volaille** s'accroît en volume (+ 27 %), comme en valeur (+ 20 %), du fait d'une augmentation des importations plus importante que celle des exportations. Après avoir reculé l'an passé, suite au ralentissement des échanges des secteurs de la transformation industrielle et de la RHD, le volume exporté dépasse celui de l'an passé pour toutes les espèces, excepté pour la dinde. Seul le poulet retrouve un niveau supérieur à 2019. Les exportations de viande de poulet s'accroissent vers l'UE, tandis qu'elles régressent vers le Moyen-Orient. Après s'être repliées en 2020, les importations de viandes de volaille reprennent nettement en 2021, suite à la réouverture de la RHD, dépassant même le volume maximal importé en 2019. L'évolution annuelle atteint + 15 % concernant les poulets, qui représentent 90 % du volume total de viandes de volaille importées.

En 2021, la **consommation apparente de viandes de volaille de chair** progresse de 2 % globalement, portée par le poulet (+ 5 %), grâce à la reprise de la RHD. Elle se réduit en revanche en dindes, canards et pintades (- 8 % pour chaque espèce). Concernant les ménages, la consommation de viande de volaille, selon le panel Kantar, recule par rapport à 2020, année où elle avait nettement progressé, mais reste supérieure à celle de 2019. La reprise de la RHD en 2021 entraîne un retour à la hausse de la part d'importation de viandes de volaille dans la consommation qui atteint 40 %.

La flambée des **charges** observée en 2021, en énergie, comme en aliments, n'épargne pas les éleveurs de volailles.

Entre 2020 et 2021, l'indice coût matières premières dans l'aliment poulet standard de l'Itavi (Institut technique de l'aviiculture) s'accroît de 27 % en moyenne annuelle et l'Ipampa aliment volailles progresse de 11 %. Dans la filière intégrée, l'évolution du coût de l'aliment est en partie répercutée sur les **prix des marchés**. En moyenne annuelle, le cours à la production en France gagne 7,1 % en un an pour le poulet standard (0,95 €/kg vif), et 6,5 % pour la dinde (1,22 €/kg vif).

En 2021, la **production française d'œufs de consommation** s'améliore de 3,7 % par rapport à celle de l'an passé et de 6,8 % par rapport à la moyenne quinquennale. La production d'œufs issue des modes d'élevage alternatifs (biologique, plein air ou au sol) progresse de 13,6 %, tandis que celle des œufs cage se réduit de 5 %. L'objectif fixé par la filière avicole de produire la moitié des œufs de consommation en alternatif, à échéance 2022, est déjà atteint en 2021, avec une part de 51 %. Cependant, le marché du bio fait face à une crise de surproduction, provoquant des déclassements en cascade des œufs alternatifs (de bio à plein air, de plein air à sol, de sol à cage). Comparés à 2020, où ils avaient été dopés en raison du contexte sanitaire, les achats des ménages se réduisent en 2021 pour les différents types d'œufs coquille, exceptés les œufs au sol.

Après trois années de baisse, les **prix des œufs** augmentent progressivement en 2021. Pour l'œuf coquille, la cotation TNO Synthèse (moyenne des calibres G et M), remonte ainsi à 7,4 €/100 œufs, en moyenne annuelle, soit 5,9 % de plus qu'en 2020 et + 1,4 % comparée à la moyenne 2016-2020,

pour atteindre 9,4 €/100 œufs en décembre. L'écart par rapport à 2020 est négatif au premier semestre, du fait de prix faibles comparés à des prix élevés l'an passé, liés au renforcement de la consommation à domicile lors du premier confinement de 2020. L'évolution devient favorable au second semestre, en raison de prix hauts comparés aux prix bas de 2020, consécutifs à la diminution de la demande des centres de conditionnement. Pour les œufs destinés à l'industrie, le prix augmente encore plus que pour les œufs coquille, l'impact de la fermeture de la RHD en 2020 ayant été plus important pour les œufs industrie : la cotation TNO Industrie gagne 16,5 % en un an.

La **balance commerciale française des œufs de consommation** passe d'un volume légèrement excédentaire en 2020, à un excédent plus important en 2021, sous l'effet simultané d'une hausse des exportations et d'une baisse des importations, comme en 2020. ■

Pour en savoir plus

> Agreste Conjoncture Synthèses

- Décembre 2021 - N°383 - « Bilan conjoncturel 2021 : des récoltes très contrastées et des prix à la production en forte hausse (+ 7,5 %) sous l'effet d'une demande dynamique ».

> Site Draaf Bretagne - Données -

Statistique agricole - Conjoncture agricole

<http://www.draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/Conjoncture-agricole,18>



Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bretagne
Service régional de l'information statistique et économique
15, avenue de Cucillé
35047 Rennes cedex 9

Tel : 02 99 28 22 30
Mail : srise.draaf-bretagne@agriculture.gouv.fr

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directeur : Michel Stoumboff
Directrice de la publication : Claire Chevin
Rédactrice en chef et composition : Sylvie Lesaint
Rédactrice : Linda Deschamps

ISSN : 2739-705X
© Agreste 2022